



Michelin défend la « performance sociale »

En marge de la visite à Michelin du secrétaire général de la CFDT Laurent Berger, invité mercredi dernier par ses délégués syndicaux locaux, nous avons interrogé la direction sur sa politique sociale.

Avec 1 380 salariés, le site de Cholet est le plus important des 11 usines Michelin de France. A l'approche des élections professionnelles organisées sur le site choletais du 24 au 26 mars, la direction invite les salariés à se mobiliser. Et pour cause, fin mai, des Comités sociaux économiques d'établissement (CES), nouvelles instances représentatives du personnel, seront mis en place sur chaque site. D'autant qu'après d'importantes vagues successives de recrutement, de nouveaux salariés ont rejoint la marque au bibendum.

Pour une « meilleure adhésion »
« Le dialogue social s'organise différemment aujourd'hui, en co-construction avec les organisations syndicales », défend Sophie Benchetrit-Balmay, directrice des relations sociales à Michelin qui avait fait le déplacement à Cholet mercredi. Ce dialogue en interne devrait permettre de porter un « meilleur dia-



Le chef du personnel Christian Chauvin, le directeur du site Olivier Cocheteux et Sophie Benchetrit-Balmay, directrice des relations sociales à Michelin.

gnostic sur ce qui marche ou pas en amont des CSE », chapeautés par un Comité social et économique central (CSEC). La direction assure avoir conscience qu'elle doit s'appuyer sur plus de pédagogie, avec davantage « d'éléments de compréhension » pour mieux appréhender les enjeux industriels et économiques d'une usine Michelin. « Un gage de meilleure adhésion aux décisions », assure le directeur du site choletais Olivier Cocheteux, pour qui « il ne peut y avoir de performance économique sans performance sociale ». A Cholet, des groupes de réflexion

réunissant des salariés de différents services ont ainsi planché sur le recrutement (visites d'usines par les agents eux-mêmes, réseaux sociaux, pack mobilité, 500 € pour chaque cooptation réussie...), la restauration collective (partagée avec une autre entreprise et équipée d'un coin grillades) ou encore les aménagements d'horaires durant l'été... La direction veut aussi rassurer les élus en prenant mieux en considération leur évolution de carrière, « pendant et après leur mandat ». Après la mise en place du CSE, signée au plan national par la CFE-CGC et la CFDT,

les heures de délégation dépasseront le minimum légal, tout comme le nombre de représentants à siéger dans les différentes instances. L'idée est aussi de régler en amont des réunions délégation du personnel des questions parfois redondantes. A son départ, Laurent Berger a reconnu que le CSE à Michelin prévoyait plus de moyens que ce que la loi ne l'impose. « On a eu raison de le signer mais on s'apercevra peut-être qu'à l'avenir on peut faire plus », nuance déjà le patron de la CFDT.

Fabien LEDUC

A SAVOIR

100 postes à pourvoir

Michelin recrute chaque année à Cholet. Le chef du personnel Christian Chauvin a une centaine de postes à pourvoir pour 2019, « dont 50 dès maintenant ou dans les trois mois ». Techniciens de maintenance et agents de production sont activement recherchés.

www.recrutement.michelin.fr